Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 286

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Martedì, 13 dicembre 1955

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

AVVISO IMPORTANTE

Ad evitare che col 1° gennaio p. v. si verifichi interruzione nell'invio del periodico e poichè, in seguito, non sarebbe possibile spedire ai ritardatari tutti i fascicoli arretrati, si pregano i Sigg. Abbonati di voler rinnovare *al più presto* l'abbonamento alla *"Gazzetta Ufficiale,,* alle condizioni di cui sopra.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 2 novembre 1955, n. **1175.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo culturale tra l'Italia e il Giappone concluso a Tokio il 31 luglio 1954 con annesso scambio di Note.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo culturale italo-giapponese concluso a Tokio il 31 luglio 1954, con annesso scambio di Note in data 31 luglio 1954, fra il Ministro degli affari esteri del Giappone e l'Ambasciatore italiano a Tokio.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — ANDREOTTI — GAVA — ROSSI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Accord culturel entre l'Italie et le Japon

Le Gouvernement Italien et
Le Gouvernement du Japon,
Egalement désireux d'entretenir et de resserrer, pour leur bénéfice réciproque, les liens d'ordre culturel qui unissent les deux Pays,
Ont décidé de conclure un Accord culturel et ont désigné à cet effet comme Plénipotentiaires:

Le Gouvernement Italien:
M. Blasco LANZA D'AJETA, *Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire au Japon,*

le Gouvernement du Japon:
M. Katsuo OKAZAKI, *Ministre des Affaires Etrangères,*

Lesquels après avoir présenté leurs pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

1. Les Parties Contractantes s'accorderont réciproquement les plus grandes facilités possibles afin d'assurer dans leurs Pays respectifs une meilleure connaissance de la culture de l'autre Pays, au moyen notamment:

a) de livres, de périodiques et d'autres publications;

b) de conférences, de concerts et de représentations dramatiques;

c) d'expositions d'art et d'autres expositions à caractère culturel;

d) de la radio, de disques et d'autres moyens mécaniques;

e) de films ayant caractère scientifique, éducatif ou culturel.

2. Les Parties Contractantes encourageront réciproquement la traduction et la reproduction de leurs œuvres littéraires et artistiques.

Article 2

Les Parties Contractantes encourageront l'échange entre leurs Pays respectifs de professeurs, savants et étudiants ainsi que d'autres personnes s'intéressant notamment aux activités culturelles.

Article 3

Les Parties Contractantes encourageront le développement et la création dans leurs universités et autres établissements d'enseignement ou d'étude, de cours traitant de la langue, de la littérature, de l'art, de l'histoire du pays de l'autre Partie Contractante ainsi que de tout sujet se rapportant à la culture de ladite Partie Contractante.

Article 4

Afin de permettre aux nationaux de chacune des Parties Contractantes d'entreprendre des études et des recherches ou d'apprendre des techniques dans l'autre Pays, les Parties Contractantes étudieront les moyens d'accorder des bourses et autres facilités auxdits nationaux.

Article 5

Les Parties Contractantes étudieront les moyens et conditions suivant lesquels les titres et diplômes acquis au cours ou en fin d'études aux universités et autres établissements ainsi que les autres diplômes obtenus dans chacun des deux Pays pourront être admis à l'équivalence dans l'autre Pays, tant au point de vue académique que, dans certains cas à déterminer, à des fins professionnelles.

Article 6

1. Chacune des Parties Contractantes facilitera dans toute la mesure du possible l'établissement, le fonctionnement et le développement dans son territoire des institutions culturelles de l'autre Partie Contractante.

2. Les Parties Contractantes faciliteront le fonctionnement et le développement des institutions culturelles italo-japonaises déjà existantes, ainsi que l'établissement de tout organisme similaire dont la création se révélerait utile au développement des relations culturelles entre les deux Pays.

Article 7

Les Parties Contractantes encourageront la collaboration mutuelle entre les sociétés de savants et les autres organisations culturelles des deux Pays.

Article 8

Chacune des Parties Contractantes accordera dans son Pays, aux nationaux de l'autre Partie Contractante, des facilités d'entrée et d'accès aux musées, bibliothèques et autres centres de documentation.

Article 9

1. En vue d'élaborer plus précisément les conditions de fonctionnement du présent Accord et d'assurer son application, les Parties Contractantes s'accorderont à créer deux Commissions Mixtes italo-japonaises, l'une à Rome, l'autre à Tokio.

2. Chaque Commission se composera d'un Président et de quatre membres dont deux seront nommés par le Gouvernement Italien et deux par le Gouvernement du Japon.

3. A Rome, le Gouvernement Italien nommera un Italien à la Présidence. A Tokio, le Gouvernement du Japon nommera un Japonais à la Présidence.

4. Chaque Commission se réunira sur convocation du Président et au moins une fois par an.

5. Chaque Commission adoptera son règlement intérieur.

6. Le programme des travaux des deux Commissions sera établi, dans la mesure du possible, chaque année par consultation réciproque.

Article 10

Le présent Accord remplacera, dès son entrée en vigueur, l'Accord concernant la collaboration culturelle entre l'Italie et le Japon signé à Tokio le 23 mars 1939.

Article 11

Le présent Accord sera ratifié. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Rome.

Article 12

Le présent Accord est conclu pour una durée de cinq ans. S'il n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des Parties Contractantes six mois au moins avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes en aura notifié la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires désignés à cet effet ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire en langue française, à Tokio le trente et unième jour du mois de juillet 1954.

Pour le Japon: KATSUO OKAZAKI

Pour l'Italie: B. LANZA D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Tokio, le 31 juillet 1954

Monsieur l'Ambassadeur,

En me référant à l'article 6 de l'Accord Culturel entre le Japon et l'Italie signé à Tokio en date de ce jour, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit:

Le Gouvernement du Japon a l'intention d'établir una Académie Japonaise à Rome, et sollicite la bienveillance du Gouvernement Italien pour faciliter dans toute la mesure du possible, la réalisation de ce projet.

D'autre part, le Gouvernement du Japon, reconnaissant l'importance culturelle de la réouverture de l'Institut Culturel Italien à Tokio, se déclare prêt à faciliter dans toute la mesure du possible la reconstruction de son immeuble, détruit pendant la guerre par bombardement aérien dans la nuit du 9 au 10 mars 1945.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

KATSUO OKAZAKI

Son Excellence
Monsieur Blasco LANZA D'AJETA
Ambassadeur d'Italie. — TOKIO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

AMBASCIATA D'ITALIA

Tokio le 31 juillet, 1954

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date de ce jour par laquelle elle a bien voulu me faire savoir, en se référant à l'article 6 de l'Accord Culturel de la même date entre le Japon et l'Italie, que le Gouvernement du Japon ayant l'intention d'établir une Académie Japonaise à Rome sollecitait la bienveillance du Gouvernement Italien pour faciliter dans toute la mesure du possible la réalisation de ce projet, et que, d'autre part, le Gouvernement du Japon se déclarait prêt à faciliter dans toute la mesure du possible la reconstruction de l'immeuble de l'Institut Culturel Italien à Tokio, détruit pendant la guerre par bombardement aérien dans la nuit du 9 au 10 mars 1945.

D'ordre de mon Gouvernement, je m'empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Italien, reconnaissant l'importance culturelle de la création d'une Académie Japonaise à Rome, se déclare prêt à faciliter son établissement dans toute la mesure du possible, et que, d'autre part, le Gouvernement Italien apprécie hautement la proposition du Gouvernement du Japon pour la reconstruction de l'immeuble de l'Institut Culturel Italien, détruit pendant la guerre par bombardement aérien dans la nuit du 9 au 10 mars 1945.

Je saisis cette occasion pour présenter à Votre Excellence, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

BLASCO LANZA D'AJETA

Son Excellence
Monsieur Katsuo OKAZAKI
Ministre des Affaires Etrangères. — TOKIO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 9 novembre 1955, n. **1176.**
Aumento di cinque anni al decennio di servizio per gli assistenti di ruolo dell'Accademia navale.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

Per gli assistenti dell'Accademia navale che abbiano conseguito la nomina di ruolo anteriormente alla data del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, ratificato, con modificazioni, con legge 24 giugno 1950, numero 465, il decennio di servizio di cui all'art. 11, penultimo comma, del regio decreto 15 ottobre 1936, numero 2135, è elevato di cinque anni.

La presente legge ha effetto dal 1° gennaio 1952.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — GAVA —
ROSSI — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli:* MORO

LEGGE 26 novembre 1955, n. **1177.**
Provvedimenti straordinari per la Calabria.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Governo della Repubblica è autorizzato ad attuare in Calabria, per un periodo di dodici anni dal 1° luglio 1955 al 30 giugno 1967, un piano organico di opere straordinarie per la sistemazione idraulico-forestale, per la sistemazione dei corsi d'acqua e dei bacini montani, per la stabilità delle pendici, e per la bonifica montana e valliva.

Coordinatamente con tali opere saranno disposte quelle occorrenti per la difesa degli abitati esistenti dal pericolo di alluvioni e frane.

Quando sia prevedibile che, con la sistemazione dei torrenti e dei terreni viciniori agli abitati, non risultino assicurate condizioni di stabilità e di vita economica sufficienti ai bisogni delle popolazioni, sarà disposto lo spostamento totale o parziale degli abitati.

Agli effetti dell'attuazione del piano organico di cui al primo comma potranno, a carico dei fondi di cui all'art. 6, essere autorizzati acquisti, da parte della Azienda foreste demaniali, di terreni degradati da destinare a rimboschimento.

Art. 2.

Le opere straordinarie previste nel precedente articolo si intendono in aggiunta e ad integrazione di tutte le altre, sia pure similari, derivanti da leggi esistenti nonchè di quelle a carico della Cassa per il Mezzogiorno, con tutti i relativi finanziamenti.

Art. 3.

Ai fini dell'applicazione della presente legge, il territorio della Calabria situato al disopra di metri 300 di altitudine è considerato comprensorio di bonifica montana, ai sensi della legge 25 luglio 1952, n. 991, e il territorio situato al disotto del suddetto limite di altitudine è considerato comprensorio di bonifica integrale di prima categoria ai sensi del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215.

Art. 4.

Per i comprensori di bonifica montana a termini del precedente articolo, i contributi della citata legge 25 luglio 1952, n. 991, previsti per opere di carattere privato nella misura del 50 per cento, sono elevati al 75 per cento e quelli per le opere di carattere privato nei comprensori di bonifica integrale dal 38 per cento al 60 per cento.

Il pagamento del contributo dovuto ai privati sarà eseguito a misura dello stato di avanzamento dei lavori rilasciato dagli uffici competenti, con trattenuta del 25 per cento da pagarsi dopo il collaudo.

Le dette maggiorazioni sono applicabili ai contributi la cui concessione è in corso di istruzione alla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 5.

Le opere di sistemazione e di difesa dei corsi d'acqua compiute in forza della presente legge nei comprensori di bonifica integrale ai sensi del precedente art. 3 sono a totale carico dello Stato.

Durante il periodo di applicazione della presente legge la spesa di manutenzione delle opere stesse è assunta a carico dello Stato e grava sulla autorizzazione di spesa di cui all'art. 17.

Art. 6.

La Cassa per opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia meridionale (Cassa per il Mezzogiorno) provvede all'attuazione della presente legge.

Per il coordinato raggiungimento dei fini stabiliti dall'art. 1 è costituito presso il Provveditorato regionale alle opere pubbliche un Comitato composto dal provveditore alle opere pubbliche, dall'ispettore compartimentale agrario, dal capo dell'Ispettorato regionale delle foreste per la Calabria, dai presidenti delle Amministrazioni provinciali di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria, dal presidente dell'Opera nazionale per la valorizzazione della Sila e da un rappresentante della circoscrizione calabrese dell'Associazione nazionale bonifiche.

Il Comitato sarà presieduto da un esperto nominato dal Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno.

Art. 7.

Entro sei mesi dall'entrata in vigore della presente legge, la Cassa per il Mezzogiorno redigerà un piano regolatore di massima di tutti i lavori da eseguirsi in attuazione della presente legge.

Detto piano, previo esame da parte del Consiglio superiore dei lavori pubblici e del Consiglio superiore dell'agricoltura, ciascuno per la parte di competenza, sarà sottoposto all'approvazione del Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno.

Per eventuali modifiche al piano regolatore di massima sarà adottata analoga procedura.

I programmi delle opere da eseguirsi dalla Cassa in ciascun esercizio finanziario sono sottoposti, entro il 31 marzo di ogni anno, alla approvazione del predetto Comitato dei Ministri. Per il primo esercizio il termine è stabilito al 31 marzo 1956.

A decorrere dal marzo 1957, insieme con il programma annuale, la Cassa presenterà la relazione sulla realizzazione delle opere contemplate nel programma dell'esercizio precedente.

Alla formazione del piano regolatore di cui al primo comma ed a quella dei programmi annuali, di cui al quarto comma del presente articolo, ed alle eventuali modifiche degli stessi, la Cassa provvederà d'intesa col Comitato previsto all'art. 6.

Art. 8.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici, di concerto con quello per il tesoro, saranno determinati gli abitati non compresi nelle tabelle *G* della legge 25 giugno 1906, n. 255, e *D* della legge 9 luglio 1908, n. 445, e da leggi successive, che siano da consolidare o da trasferire ai sensi della presente legge.

Per gli abitati da trasferire il piano regolatore è approvato dal Ministro per i lavori pubblici, sentito il Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno, in deroga a tutte le norme e formalità prescritte dalla legge 9 luglio 1908, n. 445.

Fermo restando quanto disposto dalla legge medesima circa l'assegnazione gratuita di aree, saranno concessi contributi nella spesa di costruzione di nuovi alloggi:

a) nella misura del 90 per cento a favore dei proprietari di un solo alloggio adibito ad abitazione della propria famiglia e che non siano iscritti nei ruoli della imposta complementare per l'anno 1950;

b) nella misura del 60 per cento a favore dei proprietari di alloggi che non si trovino nelle condizioni prevedute alla lettera *a*) ed ai capi famiglia non proprietari di alloggi che abbiano avuta l'assegnazione gratuita di aree.

I contributi sono concessi dal Ministero dei lavori pubblici limitatamente alla spesa riconosciuta ammissibile per la costruzione di un solo alloggio di non più di tre vani utili ed eventualmente per un ulteriore vano per uso agricolo o artigianale del proprietario della abitazione.

E' in facoltà degli aventi diritto al contributo di cui alla lettera *a*) di richiedere che tutti i lavori di costruzione siano eseguiti dallo Stato a totale suo carico, con impegno di rimborsare a costruzione ultimata in 10 annualità la quota a loro carico secondo le modalità che saranno stabilite dal Ministro per i lavori pubblici, d'intesa col Ministro per il tesoro.

E' in facoltà del Ministero dei lavori pubblici di far costruire gli alloggi di cui alle lettere *a*) e *b*) del terzo comma, agli Enti di edilizia pubblica qualora questi assumano a loro carico l'anticipazione della quota a carico dei privati. In tal caso per il rimborso delle anticipazioni a carico dei privati si applicano le norme di cui al precedente comma.

Nella nuova sede degli abitati da trasferire è autorizzata anche la costruzione dell'acquedotto, delle fognature, delle strade interne, delle chiese parrocchiali e relative case canoniche, delle scuole, dell'impianto per l'illuminazione elettrica e del cimitero a carico dello Stato.

Art. 9.

I progetti esecutivi di tutti i lavori da eseguirsi ai sensi della presente legge, sono approvati dal Consiglio di amministrazione della Cassa per il Mezzogiorno d'intesa col Comitato previsto dall'art. 6, quando l'importo non superi i 300 milioni.

Oltre tale limite il parere sarà dato dalla Delegazione del Consiglio superiore dei lavori pubblici, prevista dall'art. 4 della legge 10 agosto 1950, n. 646.

Art. 10.

Tutte le opere pubbliche che sono eseguite in Calabria a cura dei Ministeri dei lavori pubblici e della agricoltura e delle foreste nonchè dalla Cassa per il Mezzogiorno, in attuazione delle attribuzioni previste dalla legge 10 agosto 1950, n. 646, e successive modificazioni ed integrazioni, devono essere coordinate con quelle previste dalla presente legge.

A tal fine i predetti Ministeri e la Cassa comunicano entro il 15 febbraio al Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno i programmi annuali delle opere che intendono eseguire, per l'approvazione.

Art. 11.

La Cassa per il Mezzogiorno provvede alla attuazione della presente legge valendosi degli Uffici locali dei Ministeri dei lavori pubblici e dell'agricoltura e delle foreste.

All'uopo saranno costituiti in Calabria, a cura dei Ministri per i lavori pubblici e per l'agricoltura e le foreste, appositi uffici presso il Provveditorato alle opere pubbliche, l'Ispettorato compartimentale agrario, l'Ispettorato regionale delle foreste, gli Uffici provinciali del genio civile e gli Ispettorati provinciali dell'agricoltura.

Art. 12.

La esecuzione delle opere di cui alla presente legge è affidata dalla Cassa per il Mezzogiorno normalmente ad Aziende autonome statali e all'Opera valorizzazione Sila.

Potrà essere affidata, altresì, ad Enti locali e loro Consorzi e a Consorzi di bonifica e di irrigazione.

Art. 13.

Le concessioni di derivazione d'acqua pubblica in Calabria per impianti idroelettrici che, all'entrata in vigore della presente legge, non risultino utilizzate, sono revocate a giudizio insindacabile del Ministro per i lavori pubblici qualora esse siano incompatibili con la esecuzione delle opere previste dall'art. 1.

Art. 14.

Le opere di cui alla presente legge, a misura che siano ultimate, saranno dalla Cassa per il Mezzogiorno consegnate agli Enti che devono curarne la manutenzione, a termini delle leggi organiche, fermo restando quanto disposto nel secondo comma dell'art. 5 per le opere di sistemazione e di difesa dei corsi d'acqua.

Art. 15.

Tutte le opere che a norma della presente legge sono eseguite a cura e spese dello Stato, con l'approvazione dei relativi progetti, sono dichiarate di pubblica utilità e urgenti e indifferibili, ai sensi e per gli effetti della legge 25 giugno 1865, n. 2359, e successive modificazioni.

Art. 16.

Gli atti ed i contratti relativi alle opere previste nei precedenti articoli sono esenti dalle tasse di bollo e di concessione governativa e dai diritti catastali e, ove vi siano soggetti, sono sottoposti alle sole imposte fisse di registro e ipotecarie, salvi gli emolumenti dovuti ai Conservatori dei registri immobiliari.

Per conseguire le suindicate agevolazioni ogni singolo atto e contratto deve contenere la contestuale dichiarazione della Cassa per il Mezzogiorno che esso è stipulato ai fini della presente legge.

Art. 17.

Per fare fronte agli oneri derivanti dalla presente legge, è autorizzata la spesa di lire 204 miliardi da erogare in base ai programmi annuali di cui all'art. 7.

Ai fini dei pagamenti da effettuare in dipendenza degli impegni da assumere in applicazione dell'autorizzazione di spesa di cui al comma precedente, sarà stanziata in apposito capitolo dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro la somma di lire 10 miliardi nell'esercizio 1955-56; di lire 12 miliardi nell'esercizio 1956-57; di lire 16 miliardi nell'esercizio 1957-58; di lire 18 miliardi in ciascuno degli esercizi 1958-59 e 1959-60; di lire 20 miliardi nell'esercizio 1960-61; di lire 19 miliardi in ciascuno degli esercizi dal 1961-62 al 1965-66; di lire 15 miliardi nell'esercizio 1966-67.

Il Ministero del tesoro provvederà a versare dette somme in rate trimestrali posticipate alla Cassa per il Mezzogiorno.

Con legge da emanarsi sei mesi prima della scadenza del termine per la cessazione della Cassa quale risulta ai sensi delle leggi 10 agosto 1950, n. 646 e 25 luglio 1952, n. 949, ovvero, in caso di anticipato scioglimento, entro tre mesi dalla data dello scioglimento stesso, si provvederà a determinare l'organo a cui spetti di curare la prosecuzione dei programmi.

Per l'applicazione della presente legge, la Cassa terrà gestione separata di tutti i fondi contemplati dalla legge medesima; annualmente presenterà al Comitato, di cui all'art. 6, il rendiconto relativo alle somme impegnate per le opere eseguite e da eseguirsi coi propri fondi nei settori di cui alla presente legge.

Art. 18.

Per la copertura dell'onere previsto dalla presente legge è istituita una addizionale nella misura di centesimi 5 per ogni lira di imposte ordinarie, sovrimposte e contributi erariali, comunali e provinciali — al netto degli aggi esattoriali e della addizionale E.C.A. — riscuotibili per ruoli esattoriali negli esercizi dal 1955-56 al 1966-67.

Per l'esercizio 1955-56 la predetta addizionale sarà riscossa limitatamente alle rate la cui normale scadenza si verifichi nel periodo dal 1° gennaio al 30 giugno 1956.

Per i ruoli già passati in riscossione alla entrata in vigore della presente legge, i contribuenti sono obbligati al pagamento della addizionale con la scadenza delle rate indicate nel comma precedente.

Per tali rate gli esattori provvedono alla tariffazione dell'addizionale nei ruoli.

Il provento derivante dall'addizionale prevista nel presente articolo è riservato all'Erario e sarà versato in apposito capitolo dello stato di previsione della entrata.

Art. 19.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 20.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — SARAGAT — CAMPILLI — GONELLA — DE CARO — MARTINO — TAMBRONI — MORO — VANONI — ANDREOTTI — GAVA — TAVIANI — ROSSI — ROMITA — COLOMBO — ANGELINI — BRASCHI — CORTESE — VIGORELLI — MATTARELLA — CASSIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

LEGGE 26 novembre 1955, n. 1178.

Aumento del contributo statale da lire 2.500.000 a lire 10.000.000 a favore dell'Istituto italiano di idrobiologia « Dott. Marco De Marchi » in Pallanza, a decorrere dall'esercizio finanziario 1955-56.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' concesso l'aumento del contributo annuo statale in favore dell'Istituto italiano di idrobiologia « Dottor Marco De Marchi » di Pallanza da lire 2.500.000 a lire 10.000.000, a decorrere dall'esercizio finanziario 1955-1956.

Art. 2.

La maggiore spesa annua di lire 7.500.000, derivante dalla presente legge, verrà compensata mediante riduzione di un pari importo dello stanziamento del capitolo 167 dello stato di previsione del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1955-56.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare con propri decreti le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — ROSSI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

LEGGE 29 novembre 1955, n. 1179.
Ordinamento finanziario della Valle d'Aosta.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

L'ordinamento finanziario della Regione Valle di Aosta previsto dagli articoli 12, 13 e 50, terzo comma, dello Statuto speciale adottato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4, è disciplinato dalla presente legge.

Art. 2.

Sono attribuiti alla Regione:

a) i nove decimi del gettito delle imposte erariali sui terreni e fabbricati situati nel territorio della Regione e della imposta sui redditi agrari dei terreni situati nello stesso territorio;

b) gli otto decimi della imposta di ricchezza mobile ed i nove decimi dell'imposta complementare sul reddito, percepite nel territorio della Regione:

c) i nove decimi delle imposte sulle successioni e donazioni, sul valore netto globale delle successioni, sul registro e sul bollo, delle imposte di surrogazione del registro e bollo, delle imposte ipotecarie, nonchè delle tasse sulle concessioni governative e di pubblico insegnamento, percepite nel territorio della Regione.

Spettano altresì alla Regione i nove decimi dei canoni annuali percepiti a norma di legge per le concessioni di derivazioni a scopo idroelettrico, previsti dall'art. 12 dello Statuto.

Le percentuali predette si applicano sui versamenti in conto competenza e residui effettuati nella sezione di Tesoreria provinciale di Aosta.

Art. 3.

Per le imprese industriali e commerciali, che hanno la sede centrale fuori del territorio della Regione, ma che in essa hanno stabilimenti ed impianti, nell'accertamento dei redditi di ricchezza mobile debbono determinarsi le quote di reddito afferenti all'attività degli stabilimenti ed impianti medesimi.

L'imposta relativa a dette quote spetta alla Regione limitatamente alla percentuale di cui all'art. 2 lettera *b*) ed è iscritta nei ruoli degli uffici delle imposte dirette, nel cui distretto sono situati gli stabilimenti ed impianti.

La determinazione di quote previste dal precedente comma deve effettuarsi anche nel caso di imprese che hanno la sede centrale nel territorio della Regione e stabilimenti e impianti fuori di essa. In tal caso l'imposta relativa alle quote di reddito afferenti all'attività degli stabilimenti ed impianti situati fuori della Regione compete per intero allo Stato ed è iscritta nei ruoli degli uffici delle imposte dirette, nel cui distretto sono situati detti stabilimenti ed impianti.

L'imposta relativa alle quote di reddito afferenti all'attività della sede centrale e degli stabilimenti e impianti situati nel territorio della Regione spetta alla Regione medesima limitatamente alla percentuale di cui all'art. 2 lettera *b*) ed è iscritta nei ruoli dei competenti uffici distrettuali delle imposte dirette.

Art. 4.

Sono inoltre attribuite alla Regione in relazione alle spese necessarie ad adempiere alle sue funzioni normali:

a) un'ulteriore quota dell'imposta di ricchezza mobile percepita nel territorio della Regione;

b) una quota dell'imposta generale sull'entrata di spettanza dello Stato relativa all'ambito regionale;

c) una quota dei proventi del monopolio sui tabacchi per vendite afferenti al territorio regionale e limitatamente alla parte da considerarsi come imposta di consumo;

d) una quota dell'imposta governativa sul gas e sull'energia elettrica percepita nel detto territorio.

Per ciascun anno finanziario con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri di concerto con i Ministri per l'interno, per il bilancio, per le finanze e per il tesoro, d'accordo con il Presidente della Giunta regionale, verranno determinati i cespiti da ripartire e le quote da attribuire alla Regione ai sensi del precedente comma.

Art. 5.

Per provvedere a scopi determinati, che non rientrino nelle funzioni normali della Regione, lo Stato assegna alla stessa, con legge, contributi speciali, come previsto dall'art. 12 dello Statuto.

Art. 6.

L'Intendenza di finanza di Aosta, su ordini di accreditamento, disporrà mensilmente il versamento alla Regione di quanto ad essa spetta a norma degli articoli 2 e 4.

Per gli ordini di accreditamento inerenti ai versamenti di cui al comma precedente, in deroga all'art. 56 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, è consentita la emissione senza alcun limite di importo.

Art. 7.

La restituzione di tributi da parte dello Stato a titolo di indebito, di inesigibilità o per altre cause fa carico alla Regione in proporzione alle quote ad essa assegnate.

All'uopo nel bilancio della Regione verrà istituito apposito capitolo di spesa.

Art. 8.

Qualora la Regione istituisca con legge imposte e sovraimposte regionali dovrà osservare i principî dell'ordinamento tributario dello Stato, come previsto dall'art. 12 dello Statuto.

Art. 9.

Le leggi statali relative all'imposizione e alla riscossione dei tributi, contributi e diritti vari in favore delle Provincie, delle Camere di commercio, industria e agricoltura, degli Enti provinciali per il turismo e degli altri Enti e servizi provinciali assorbiti dalla Regione si applicano nel territorio della Valle d'Aosta e le relative entrate sono devolute all'Amministrazione regionale.

A quest'ultima, in luogo della cessata Amministrazione provinciale di Aosta, sono attribuite le quote di tributi erariali da ripartirsi dallo Stato fra le Provincie ai sensi della legislazione statale.

Art. 10.

La Regione ha facoltà di emettere prestiti interni da essa esclusivamente garantiti, per provvedere ad investimenti in opere di carattere permanente, per una cifra annuale non superiore alle entrate ordinarie, salve le autorizzazioni di competenza del Ministro per il tesoro e del Comitato interministeriale per il credito e il risparmio disposte dalle leggi vigenti.

Art. 11.

Ai fini dell'accertamento delle imposte dirette erariali, gli Uffici finanziari dello Stato nella Regione comunicano alla Giunta regionale la lista dei contribuenti domiciliati nella Valle, con l'indicazione dei redditi compresi nella dichiarazione annuale o accertati d'ufficio.

La Giunta esamina la lista, la completa e la rettifica, indicando la ragione delle variazioni introdotte.

La Giunta indica altresì gli altri dati necessari per il nuovo o migliore accertamento dei tributi nei confronti degli iscritti nella lista.

Gli Uffici finanziari dello Stato nella Regione daranno alla Giunta notizia dei provvedimenti adottati in base alle indicazioni dalla stessa ricevute.

Norme transitorie e finali.

Art. 12.

Per gli anni 1951, 1952, 1953 e 1954 sono attribuite alla Regione le seguenti quote di tributi erariali, indicati nell'art. 4, da applicarsi sui versamenti in conto competenza effettuati nella sezione di Tesoreria provinciale competente:

anno 1951: 1/10 imposta di ricchezza mobile; 8/10 imposta governativa sul gas ed energia elettrica; 2/10 proventi del monopolio sui tabacchi;

anno 1952: 1/10 imposta di ricchezza mobile; 9/10 imposta governativa sul gas ed energia elettrica; 3/10 proventi del monopolio sui tabacchi;

anno 1953: 1/10 imposta di ricchezza mobile; 9/10 imposta governativa sul gas ed energia elettrica; 2/10 proventi del monopolio sui tabacchi;

anno 1954: 1/10 imposta di ricchezza mobile; 2/10 imposta governativa sul gas ed energia elettrica.

Art. 13.

Il versamento alla Regione per gli anni 1951, 1952, 1953 e 1954 delle quote di tributi erariali previste negli articoli 2 e 12 della presente legge, eccezione fatta dei nove decimi dei canoni per concessioni di derivazioni a scopo idroelettrico già corrisposti in base all'art. 12 dello Statuto, sarà disposto con deduzione degli acconti concessi per gli anni medesimi.

Art. 14.

Il recupero della spesa di lire un miliardo da sostenersi dallo Stato per conto della Valle d'Aosta ai sensi dell'art. 5 della legge 1° agosto 1954, n. 846 per l'esecuzione della Convenzione sul traforo del Monte Bianco, sarà effettuato in dieci rate annuali dell'ammontare degli effettivi versamenti da parte dello Stato, a partire dall'esercizio successivo a quello dei versamenti medesimi.

Art. 15.

L'onere derivante dall'attuazione della presente legge a tutto il 30 giugno 1955 sarà fronteggiato con riduzione dello stanziamento inscritto al capitolo 520 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1954-55.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare in bilancio, con propri decreti, le occorrenti variazioni.

Art. 16.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed ha effetto dal 1° gennaio 1951.

Essa resterà in vigore fino alla data di attuazione del regime di zona franca previsto dall'art. 14 dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta.

Le eventuali successive modifiche alla presente legge saranno apportate con legge ordinaria, d'accordo con la Giunta regionale.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — TAMBRONI — VANONI
ANDREOTTI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 agosto 1955, n. **1180**.

Approvazione di una variante al piano regolatore di Lecce, zona di piazza Sant'Oronzo.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto-legge 8 marzo 1934, n. 770, convertito nella legge 4 giugno 1934, n. 1025, che approva il piano regolatore di massima della città di Lecce;

Vista la deliberazione 18 novembre 1952, n. 177, con la quale il comune di Lecce, ha adottato un progetto di variante al piano regolatore di massima cittadino ed un piano particolareggiato di esecuzione della zona compresa tra le vie Mocenigo, Richel, Trinchese e la piazza Sant'Oronzo;

Ritenuto che il procedimento seguito è regolare e che durante la pubblicazione degli atti sono state presentate opposizioni dai signori Flaminio Raffaele e Zuccolin Amalia (1), proprietari di alcuni immobili e dal dott. De Marco Italo (2), locatario di una bottega sita in uno dei predetti immobili;

Ritenuto che il progetto prevede, sostanzialmente la demolizione dei tre isolati ubicati tra l'Anfiteatro romano, il viale XXV Luglio, la via dei Mogelico e la via Vito Fossi, e la ricostruzione, sull'area di risulta, di tre complessi edilizi, serviti da nuove strade e dalle vecchie strade opportunamente ampliate, in modo da isolare la cinquecentesca Chiesa delle Grazie;

Che, inoltre è prevista la costruzione di un primo lotto esecutivo delimitato dalle vie Mocenigo, Richel, Trinchese e dalla piazza Sant'Oronzo;

Considerato che, per i motivi indicati nel voto del Consiglio superiore dei lavori pubblici qui appresso citato, appare ammissibile, della variante al piano regolatore di massima, soltanto la prescrizione relativa all'isolato compreso tra il Banco di Napoli e la piazza Sant'Oronzo, mentre le restanti previsioni relative sia al piano di massima che a quello particolareggiato debbono, pertanto, formare oggetto di nuovo studio da parte del Comune;

Considerato che le opposizioni suindicate non danno luogo a provvedere per la parte del piano che va stralciata dall'approvazione, mentre sono da respingere per quanto attiene alle previsioni da approvare;

Visto il voto n. 2578 espresso dal Consiglio superiore dei lavori pubblici nell'adunanza del 14 novembre 1953;

Udito il Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Respinte le opposizioni Flaminio Raffaele e Zuccolin Amalia (1) e De Marco Italo (2), è approvata, nei limiti indicati nelle premesse, la variante al piano regolatore di massima del comune di Lecce, vista dal Ministro proponente in una planimetria in iscala 1:400, ed in due planimetrie in iscala 1:1000.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Lurisia, addì 31 agosto 1955

GRONCHI

SEGNI — ROMITA

Visto, *il Guardasigilli* MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 dicembre 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 61. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 settembre 1955, n. 1181.

Erezione in entè morale della Cassa comunale di credito agrario di Martis (Sassari).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visti il regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni ed integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, e 20 gennaio 1948, n. 10;

Vista la richiesta formulata dall'Istituto di credito agrario per la Sardegna, con sede in Sassari;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Visto il parere emesso dal Consiglio di Stato nell'adunanza della Sezione terza del 4 agosto 1955, le cui considerazioni si intendono qui integralmente riprodotte e condivise;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

E' eretta in ente morale la Cassa comunale di credito agrario di Martis (Sassari).

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 settembre 1955

GRONCHI

GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *dicembre* 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 70. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 ottobre 1955, n. 1182.

Modificazioni agli articoli 241 e 243 del regolamento per l'amministrazione del patrimonio e la contabilità generale dello Stato approvato con regio decreto 23 maggio 1924, n. 827.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 241 e 243 del regio decreto 23 maggio 1924, n. 827, che approva il regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato;

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visto il regio decreto-legge 9 febbraio 1939, n. 273, e sentita la Corte dei conti;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

All'art. 241 del regio decreto 23 maggio 1924, n. 827, è aggiunto il seguente comma:

« Tra la madre e la figlia delle quietanze è inserita una scala graduata gemella dei valori ».

Art. 2.

All'art. 243 del regio decreto 23 maggio 1924, n. 827, è aggiunto, dopo la lettera *e*) il seguente comma:

« A cura dei tesorieri la scala graduata dei valori della quietanza dovrà essere simultaneamente perforata in relazione alla somma per la quale viene emessa la quietanza medesima sia sulla matrice che sulla figlia ».

Art. 3.

Fino all'esaurimento delle scorte degli stampati esistenti è ammessa la sola perforazione al principio ed alla fine delle indicazioni della somma in lettere ed in cifre figuranti sulla quietanza.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 ottobre 1955

GRONCHI

SEGNI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 dicembre 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 73. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 novembre 1955, n. 1183.

Erezione in ente morale delle Casse comunali di credito agrario di Ortueri (Nuoro), Ovodda (Nuoro) e Illorai (Sassari).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;
Visto il regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e successive modificazioni ed integrazioni;
Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, e 20 gennaio 1948, n. 10;
Viste le richieste formulate dall'Istituto di credito agrario per la Sardegna, con sede in Sassari;
Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;
Udito il parere emesso dal Consiglio di Stato, nella adunanza della Sezione terza del 27 settembre 1955, le cui considerazioni si intendono qui integralmente riprodotte e condivise;
Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Sono erette in ente morale le Casse comunali di credito agrario di Ortueri (Nuoro), Ovodda (Nuoro) e Illorai (Sassari).

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 15 novembre 1955

GRONCHI

GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 dicembre 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 88. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 dicembre 1955, n. 1184.

Attribuzione di compenso a talune categorie di personale degli istituti di istruzione elementare, secondaria, artistica e superiore.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Visto l'art. 2, n. 12, della legge 20 dicembre 1954, n. 1181;
Udita la Commissione parlamentare di cui agli articoli 3 e 11 della legge 20 dicembre 1954, n. 1181;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 1° luglio 1955 e fino al 30 giugno 1956 è corrisposto al personale di ruolo e non di ruolo elencato nell'annessa tabella, un compenso mensile lordo per attività connesse alle funzioni svolte oltre l'orario d'obbligo alle condizioni e nelle misure stabilite nella tabella stessa, firmata, d'ordine del Presidente della Repubblica, dal Ministro per la pubblica istruzione.

Art. 2.

Per il periodo di cui all'articolo precedente non si applicano le disposizioni del secondo e terzo comma dell'art. 1 della legge 7 gennaio 1949, n. 5, e secondo comma dell'art. 3 della stessa legge, l'art. 1 della legge 23 aprile 1952, n. 528, per la parte riguardante il compenso per lavoro straordinario, l'art. 3 del decreto legislativo 11 marzo 1948, n. 240, e l'art. 4 della legge 15 giugno 1950, n. 447.

Art. 3.

All'onere di milioni 14.800 risultante dall'applicazione del presente decreto per l'esercizio finanziario 1955-56 sarà provveduto, per milioni 12.670, con una corrispondente aliquota dei proventi derivanti dalla applicazione dei decreti legislativi 6 ottobre 1955, nn. 873, 874 e 875, e per la quota residua di milioni 2130 con le somme già comprese, per lo stesso esercizio finanziario, nello stato di previsione del Ministero della pubblica istruzione e relative ai compensi di cui alle disposizioni citate nel precedente art. 2.

Art. 4.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle occorrenti variazioni di bilancio.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 dicembre 1955

GRONCHI

SEGNI — ROSSI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 dicembre 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 103. — CARLOMAGNO

Tabella dei compensi mensili lordi da corrispondere alle seguenti categorie di personale statale per attività connesse alle funzioni svolte oltre l'orario d'obbligo (1).

A *Istruzione elementare*:

I - Ispettori scolastici . . . L. 16.000

II - Direttori didattici; direttore della Scuola statale di metodo « A. Romagnoli »; direttori degli Istituti statali dei sordomuti . . . » 14.000

III - Insegnanti elementari; insegnanti e assistenti della Scuola di metodo « A. Romagnoli » e degli Istituti statali dei sordomuti:
- di ruolo . . . . . » 5.000
- non di ruolo . . . . » 2.000

B *Istruzione secondaria e artistica*:

I - Presidi di 1ª categoria; direttori dei Conservatori di musica, direttore dell'Accademia nazionale di arte drammatica; direttore dell'Accademia nazionale di danza; direttore degli Istituti d'arte di Palermo, Venezia, Napoli e Firenze:

fino a 12 classi	da 13 a 24 classi	oltre 24 classi
L. 15.000	L. 20.000	L. 24.000

II - Direttori e presidi di 2ª categoria; direttori di Istituti e Suole d'arte:

fino a 12 classi	da 13 a 24 classi	oltre 24 classi
L. 14.000	L. 16.000	L. 20.000

III - Professori: di ruolo *A* . . . L. 11.000
- di ruolo *B* . . . » 9.000
- di ruolo *C* . . . » 5.000

- Professori non di ruolo con orario di cattedra (2)
  - per insegnamenti di ruolo *A* . . . » 7.000
  - per insegnamenti di ruolo *B* . . . » 5.500
  - per insegnamenti di ruolo *C* . . . » 2.000

IV Rettori dei convitti nazionali e direttrici degli istituti di educazione . . . » 15.000
- Vice-rettori e istitutori dei convitti nazionali » 9.000
- Maestre istitutrici degli educandati femminili:
  - di ruolo . . . » 5.000
  - non di ruolo . . . » 2.000

V Insegnanti tecnico-pratici, assistenti e maestri d'arte:
- di ruolo . . . » 5.000
- non di ruolo . . . » 2.000

VI - Personale tecnico delle scuole e degli istituti d'istruzione tecnica e aiuti-maestri d'arte delle scuole d'istruzione artistica:
- di ruolo . . . » 4.500
- non di ruolo . . . » 2.000

C *Istruzione superiore*:

I - Direttori e assistenti delle scuole di ostetricia di Venezia e Trieste; personale scientifico degli Osservatori astronomici e dell'Osservatorio vesuviano; assistenti universitari e assistenti delle Accademie di belle arti:
- di ruolo . . . . . » 11.000
- non di ruolo . . . . » 6.500

(1) Il compenso è corrisposto, per ogni mese di effettivo servizio, per non più di undici mesi all'anno al personale direttivo e ispettivo, ai vice-rettori e alle vice-direttrici degli istituti di educazione, al personale di cui alla lettera *C*, agli insegnanti tecnico-pratici e al personale tecnico, e per non più di dieci mesi all'anno al personale insegnante — in esso compreso il personale insegnante di ruolo e non di ruolo delle scuole conformate annesse agli educandati femminili — e agli istitutori dei convitti nazionali.

(2) Per gli insegnanti non di ruolo che non abbiano orario di cattedra il compenso è corrisposto in misura pari a tanti diciottesimi della cifra corrispondente, fissata dalla tabella per gli insegnamenti di ruolo *A*, *B* e *C*, quante sono le ore di lezione settimanali impartite. In nessun caso il compenso può superare i diciotto diciottesimi della misura prevista per i professori non di ruolo incaricati di insegnamenti di ruolo *A*, *B* e *C* con orario di cattedra.

Visto: d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per la pubblica istruzione
ROSSI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 luglio 1955, n. **1185.**

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale « G. Carducci » di Modena.

N. 1185. Decreto del Presidente della Repubblica 28 luglio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale « G. Carducci » di Modena viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *dicembre* 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 7. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 luglio 1955, n. **1186.**

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale di Polistena (Reggio Calabria).

N. 1186. Decreto del Presidente della Repubblica 28 luglio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale di Polistena (Reggio Calabria) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *dicembre* 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 8. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 luglio 1955, n. **1187.**

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale « G. Parini » di Roma-Lido.

N. 1187 Decreto del Presidente della Repubblica 28 luglio 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale « G. Parini » di Roma-Lido viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *dicembre* 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 9. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 settembre 1955, n. **1188.**

Erezione in ente morale dell'Associazione per l'asilo d'infanzia del « Buon Pastore » di Scanno (L'Aquila).

N. 1188. Decreto del Presidente della Repubblica 20 settembre 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene revocato il regio decreto 8 luglio 1929, n. 1277, con il quale l'Asilo infantile di Scanno (L'Aquila) veniva eretto in ente morale e ne veniva approvato il relativo statuto. Viene quindi eretta in ente morale l'Associazione per l'asilo d'infanzia del « Buon Pastore » di Scanno (L'Aquila) e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *dicembre* 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 89. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 4 ottobre 1955, n. 1189.

Modificazione dello statuto dell'Accademia nazionale Cherubini di musica, lettere, arti figurative, con sede in Firenze.

N. 1189. Decreto del Presidente della Repubblica 4 ottobre 1955, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene modificato lo statuto dell'Accademia nazionale Cherubini di musica, lettere, arti figurative, con sede in Firenze.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *dicembre* 1955
Atti del Governo, registro n. 94, *foglio n.* 87. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 1° novembre 1955.

Costituzione della Commissione per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari dei beni, diritti e interessi italiani esistenti in Romania.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 29 ottobre 1954, n. 1050, relativa alla corresponsione di un indennizzo a favore delle persone fisiche e giuridiche italiane i cui beni, diritti ed interessi all'estero siano perduti o soggetti a perdita per effetto degli articoli 74 e 79 del Trattato di pace o di altri Accordi internazionali connessi con detti articoli del Trattato;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica in data 17 agosto 1955, n. 946, contenente norme di attuazione dell'anzidetta legge;

Ritenuto che occorre provvedere alla costituzione della Commissione amministrativa per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Romania, ai sensi dell'art. 3 dell'anzidetta legge, limitatamente a tutto il 30 giugno 1956, salvo proroga;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Visti i fogli n. 14981 e n. 15950/23691 del 15 luglio e 26 ottobre 1955, con i quali la Presidenza del Consiglio dei Ministri, sentito il Ministero degli affari esteri, su proposta delle organizzazioni degli interessati, designa i due membri effettivi ed i due membri supplenti di cui all'art. 3 della legge stessa;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione, di cui all'art. 3 della legge 29 ottobre 1954, n. 1050, per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Romania, è composta come segue limitatamente al 30 giugno 1956, salvo proroga:

Galizia dott. Vincenzo, primo presidente della Corte di cassazione (a riposo), presidente;

Caravale dott. Erasmo, consigliere di Stato, vice presidente;

Saggiotti dott. Rodolfo, commissario tecnico per l'Oriente, di seconda classe (gruppo *A*, grado 6°), in rappresentanza del Ministero degli affari esteri, membro effettivo;

Gonella dott. Aldo, ispettore generale, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro, membro effettivo;

Patacchini dott. Sanzio, ispettore superiore, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato, membro effettivo;

Malinconico dott. Giuseppe, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato, membro effettivo;

De Gennaro dott. Beniamino, primo referendario, in rappresentanza della Corte dei conti, membro effettivo;

Domenico ing. Salvatore, ispettore generale, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto, membro effettivo;

Ranieri Babboni avv. Giuseppe e Sartorio avv. Celestino, in rappresentanza delle categorie interessate.

A segretario della Commissione è chiamato il dottor Carlo Cravino, consigliere in servizio presso la Direzione generale del tesoro.

Per ognuno dei membri effettivi e per il segretario sono nominati i sotto elencati supplenti:

Rech dott. Ernesto, ruolo speciale transitorio, gruppo *A*, in rappresentanza del Ministero degli affari esteri;

Siciliani dott. Ferdinando, capo sezione, in rappresentanza del Ministero del tesoro - Direzione generale del tesoro;

Cannarella dott. Antonio, ispettore capo, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato;

Manzari avv. Giuseppe, sostituto avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato;

Di Giambattista dott. Erminio, vice referendario, in rappresentanza della Corte dei conti;

Chiesa ing. Antonio, ingegnere principale, in rappresentanza del Ministero delle finanze - Direzione generale del catasto;

Valiani dott. Leo e Chiozzi Leo, in rappresentanza delle categorie interessate;

Rota dott. Giorgio, consigliere in servizio presso la Direzione generale del tesoro, segretario supplente.

Art. 2.

Le spese occorrenti per l'esecuzione del presente decreto interministeriale faranno carico al capitolo 557, art. 4, del bilancio passivo di questo Ministero per il corrente esercizio finanziario.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° novembre 1955

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *novembre* 1955
Registro n. 20, *foglio n.* 79

(6365)

DECRETO MINISTERIALE 1° novembre 1955.

Costituzione della Commissione per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari dei beni, diritti e interessi italiani esistenti in Bulgaria e Ungheria.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 29 ottobre 1954, n. 1050, relativa alla corresponsione di un indennizzo a favore delle persone fisiche e giuridiche italiane i cui beni, diritti ed interessi all'estero siano perduti o soggetti a perdita per effetto degli articoli 74 e 79 del Trattato di pace o di altri Accordi internazionali concessi con detti articoli del Trattato;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica in data 17 agosto 1955, n. 946, contenente norme di attuazione dell'anzidetta legge;

Ritenuto che occorre provvedere alla costituzione della Commissione amministrativa per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Bulgaria ed Ungheria, ai sensi dell'art. 3 dell'anzidetta legge, limitatamente a tutto il 30 giugno 1956, salvo proroga;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Visti i fogli n. 14981 e n. 15950 del 15 luglio e 26 ottobre 1955, con i quali la Presidenza del Consiglio dei Ministri, sentito il Ministero degli affari esteri, su proposta delle organizzazioni degli interessati, designa i due membri effettivi ed i due membri supplenti di cui all'art. 3 della legge stessa;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione, di cui all'art. 3 della legge 29 ottobre 1954, n. 1050, per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Bulgaria ed Ungheria, è composta come segue, limitatamente al 30 giugno 1956, salvo proroga:

Volpe dott. Gabriele, presidente di sezione della Corte di cassazione (a riposo), presidente;

Toro dott. Camillo, consigliere di Stato, vice presidente;

Saggiotti dott. Rodolfo, commissario tecnico per l'Oriente, in rappresentanza del Ministero degli affari esteri, membro effettivo;

Brancatisano dott. Domenico, capo sezione, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro, membro effettivo;

Patacchini dott. Sanzio, ispettore superiore, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato, membro effettivo;

Malinconico dott. Giuseppe, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato, membro effettivo;

Pascarella dott. Cesare, referendario, in rappresentanza della Corte dei conti, membro effettivo;

Miselli ing. Luigi, ispettore generale, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto, membro effettivo;

Mereghetti dott. Carlo e Cortini Arnaldo, in rappresentanza delle categorie interessate.

A segretario della Commissione è chiamato il dottor Carlo d'Agostini, consigliere in servizio presso la Direzione generale del tesoro.

Per ognuno dei membri effettivi e per il segretario sono nominati i sotto elencati supplenti:

Barbosi dott. Giulio, consigliere (gruppo *A*, grado 8°), in rappresentanza del Ministero degli affari esteri;

Simone dott. Giuseppe, capo sezione, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro;

Cannarella dott. Antonio, ispettore capo, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato;

Manzari avv. Giuseppe, sostituto avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato;

Aquilanti dott. Fabio, vice referendario, in rappresentanza della Corte dei conti;

Volpati ing. Luigi, ingegnere principale in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto;

Salvatori dott. Alberto e Ferlesch dott. Bruno, in rappresentanza delle categorie interessate;

Ricci Garritani dott. Annunziata, capo sezione in servizio presso la Direzione generale del tesoro, segretario supplente.

Art. 2.

Le spese occorrenti per l'esecuzione del presente decreto interministeriale faranno carico al capitolo 557, art. 4, del bilancio passivo di questo Ministero per il corrente esercizio finanziario.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° novembre 1955

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1955
Registro n. 20, foglio n. 78

(6364)

DECRETO MINISTERIALE 1° novembre 1955.

Costituzione della Commissione per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari dei beni, diritti e interessi italiani esistenti in Grecia.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 29 ottobre 1954, n. 1050, relativa alla corresponsione di un indennizzo a favore delle persone fisiche e giuridiche italiane i cui beni, diritti ed interessi all'estero siano perduti o soggetti a perdita per effetto degli articoli 74 e 79 del Trattato di pace o di altri Accordi internazionali connessi con detti articoli del Trattato;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica in data 17 agosto 1955, n. 946, contenente norme di attuazione dell'anzidetta legge;

Ritenuto che occorre provvedere alla costituzione della Commissione amministrativa per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Grecia ed in altri Paesi, ai sensi dell'art. 3 dell'anzidetta legge, limitatamente a tutto il 30 giugno 1956, salvo proroga;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Visto il foglio n. 14981 del 15 luglio 1955, con il quale la Presidenza del Consiglio dei Ministri, sentito il Ministero degli affari esteri su proposta delle organizzazioni degli interessati, designa i due membri effettivi ed i due membri supplenti di cui all'art. 3 della legge stessa;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione, di cui all'art. 3 della legge 29 ottobre 1954, n. 1050, per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Grecia, è composta come segue limitatamente al 30 giugno 1956, salvo proroga:

Petruzzi dott. Giovanni, presidente di sezione della Corte di cassazione, presidente;

Landi dott. Guido, consigliere di Stato, vice presidente;

Gabrici dott. Tristano, primo segretario (gruppo A, grado 6°), in rappresentanza del Ministero degli affari esteri, membro effettivo;

Colitto dott. Saturnino, ispettore superiore, in rappresentanza del Ministero del tesoro - Direzione generale del tesoro, membro effettivo;

Barberis rag. Francesco, ispettore generale, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato, membro effettivo;

Salvatori avv. Aristide, sostituto avvocato generale dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato, membro effettivo;

Costa Albesi dott. Renato, referendario, in rappresentanza della Corte dei conti, membro effettivo;

Pallini ing. Enzo, ispettore generale, in rappresentanza del Ministero delle finanze - Direzione generale del catasto, membro effettivo;

Montano Giovanni e De Marco Vincenzo, in rappresentanza delle categorie interessate.

A segretario della Commissione è chiamata la dottoressa Ottilia Billia, primo segretario in servizio presso la Direzione generale del tesoro.

Per ognuno dei membri effettivi e per il segretario sono nominati i sotto elencati supplenti:

Mosca dott. Ugo, secondo segretario (gruppo A, grado 7°), in rappresentanza del Ministero degli affari esteri;

Baeli dott. Salvatore, capo sezione, in rappresentanza del Ministero del tesoro - Direzione generale del tesoro;

Bordin dott. Antonio, capo sezione, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato;

di Ciommo avv. Rocco, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato;

Caruso dott. Leonardo, vice referendario, in rappresentanza della Corte dei conti;

Delle Site ing. Antonio, ingegnere capo, in rappresentanza del Ministero delle finanze - Direzione generale del catasto;

Mazzei ing. Gualtiero e Fonda dott. Stefano, in rappresentanza delle categorie interessate;

Traversi dott. Filippo, consigliere in servizio presso la Direzione generale del tesoro, segretario supplente.

Art. 2.

Le spese occorrenti per l'esecuzione del presente decreto interministeriale faranno carico al capitolo 557, art. 4, del bilancio passivo di questo Ministero per il corrente esercizio finanziario.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° novembre 1955

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1955
Registro n. 20, foglio n. 80

(6366)

DECRETO MINISTERIALE 1° novembre 1955.

Costituzione della Commissione per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari dei beni, diritti e interessi italiani esistenti in Jugoslavia.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 29 ottobre 1954, n. 1050, relativa alla corresponsione di un indennizzo a favore delle persone fisiche e giuridiche italiane i cui beni, diritti ed interessi all'estero siano perduti o soggetti a perdita per effetto degli articoli 74 e 79 del Trattato di pace firmato a Parigi il 10 febbraio 1947, o di altri Accordi internazionali connessi con detti articoli del Trattato;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica del 17 agosto 1955, n. 946, contenente norme di attuazione della legge anzidetta;

Ritenuto che occorre provvedere alla costituzione della Commissione amministrativa per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Jugoslavia, ai sensi dell'art. 3 dell'anzidetta legge, limitatamente a tutto il 30 giugno 1956, salvo proroga;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Visti i fogli n. 14981 e n. 15950/2369 del 15 luglio e 26 ottobre 1955, con i quali la Presidenza del Consiglio dei Ministri, sentito il Ministero degli affari esteri, su proposta delle organizzazioni degli interessati, designa i due membri effettivi ed i due membri supplenti, di cui all'art. 3 della legge stessa;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione, di cui all'art. 3 della legge 29 ottobre 1954, n. 1050, per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Jugoslavia, è composta come segue, limitatamente al 30 giugno 1956, salvo proroga:

Cannada Bartoli dott. Luigi, presidente di sezione della Corte di cassazione (a riposo), presidente;

Costantino dott. Francesco, consigliere di Stato, vice presidente;

Barbosi dott. Giulio, addetto commerciale di seconda classe, in rappresentanza del Ministero degli affari esteri, membro effettivo;

Baldari dott. Aldo, capo sezione, in rappresentanza del Ministero del tesoro - Direzione generale del tesoro, membro effettivo;

Giordano dott. Salvatore, ispettore generale, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato, membro effettivo;

Guglielmi avv. Giuseppe, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza della Avvocatura generale dello Stato, membro effettivo;

Ciampani dott. Tommaso, consigliere, in rappresentanza della Corte dei conti, membro effettivo;

Mastrocinque ing. Corrado, ispettore generale, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto, membro effettivo;

Sachs avv. Niels e Ziliotto avv. Giuseppe, in rappresentanza delle categorie interessate.

A segretario della Commissione è chiamato il dottor Corrado Tattoni, capo sezione in servizio presso la Direzione generale del tesoro.

Per ognuno dei membri effettivi e per il segretario sono nominati i sottoindicati supplenti:

Rech dott. Ernesto, ruolo speciale transitorio, gruppo *A*, in rappresentanza del Ministero degli affari esteri;

Carli dott. Emilio, capo sezione, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro:

Milazzo dott. Vincenzo, primo segretario, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato:

Dallari avv. Gastone, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato;

Grimaldi dott. Giuseppe, primo referendario, in rappresentanza della Corte dei conti;

Ragonese dott. Mario, ingegnere principale, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto;

Tolja avv. Giuseppe e Bracco Elio, in rappresentanza delle categorie interessate;

Sirovich dott. Sergio, consigliere (gruppo *A*, grado 8°) in servizio presso la Direzione generale del tesoro, segretario supplente.

Art. 2.

Le spese occorrenti per l'esecuzione del presente decreto interministeriale faranno carico al capitolo 557, art. 4, del bilancio passivo di questo Ministero per il corrente esercizio finanziario.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° novembre 1955

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1955
Registro n. 20, foglio n. 81

(6367)

DECRETO MINISTERIALE 1° novembre 1955.

Costituzione della Commissione per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari dei beni, diritti e interessi italiani esistenti in Albania.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 29 ottobre 1954, n. 1050, relativa alla corresponsione di un indennizzo a favore delle persone fisiche e giuridiche italiane i cui beni, diritti ed interessi all'estero siano perduti o soggetti a perdita per effetto degli articoli 74 e 79 del Trattato di pace o di altri Accordi internazionali connessi con detti articoli del Trattato;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica in data 17 agosto 1955, n. 946, contenente norme di attuazione dell'anzidetta legge;

Ritenuto che occorre provvedere alla costituzione della Commissione amministrativa per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Albania, ai sensi dell'art. 3 dell'anzidetta legge, limitatamente a tutto il 30 giugno 1956, salvo proroga;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Visto il foglio n. 14981 del 15 luglio 1955, con il quale la Presidenza del Consiglio dei Ministri, sentito il Ministero degli affari esteri, su proposta delle organizzazioni degli interessati, designa i due membri effettivi ed i due membri supplenti di cui all'art. 3 della legge stessa;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione di cui all'art. 3 della legge 29 ottobre 1954, n. 1050, per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Albania, è composta come segue, limitatamente al 30 giugno 1956, salvo proroga:

Fornari dott. Francesco, presidente di sezione della Corte di cassazione (a riposo), presidente;

Potenza dott. Giuseppe, consigliere di Stato, vice presidente;

Gabrici dott. Tristano, primo segretario (gruppo *A*, grado 6°), in rappresentanza del Ministero degli affari esteri, membro effettivo;

Cossu dott. Giuseppe, capo divisione, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro, membro effettivo;

Janniello dott. Vittorio, capo sezione, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato, membro effettivo;

Guglielmi dott. Giuseppe, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza della Avvocatura generale dello Stato, membro effettivo;

Alfano dott. Francesco, primo referendario, in rappresentanza della Corte dei conti, membro effettivo;

Massa dott. Luigi, ispettore generale, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto, membro effettivo;

Sola dott. Ugo e Simoncini ing. Federico, in rappresentanza delle categorie interessate.

A segretario della Commissione è chiamato il dottor Filippo Traversi, consigliere in servizio presso la Direzione generale del tesoro.

Art. 2.

Le spese occorrenti per l'esecuzione del presente decreto interministeriale faranno carico al capitolo 557, art. 4, del bilancio passivo di questo Ministero per il corrente esercizio finanziario.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° novembre 1955

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *novembre* 1955
Registro n. 20, *foglio n.* 83

(6369)

DECRETO MINISTERIALE 28 novembre 1955.

Ammissione degli antiparassitari denominati « Timor liquido » e « Gabbro Spray » che vengano esportati, al beneficio della restituzione della imposta di fabbricazione sul petrolio.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 16 del regio decreto-legge 28 febbraio 1939, n. 334, riguardante il regime fiscale dei prodotti petroliferi, e successive modificazioni;

Vista l'istanza con la quale la Società Montecatini di Milano, chiede la restituzione dell'imposta di fabbricazione sul petrolio contenuto nei prodotti liquidi antiparassitari denominati « Timor liquido » e « Gabbro Spray », destinati alla esportazione;

Visto il parere favorevole espresso dal Laboratorio chimico centrale delle dogane e imposte indirette;

Decreta:

Articolo unico.

L'industria della fabbricazione dei prodotti liquidi antiparassitari denominati « Timor Liquido » e « Gabbro Spray » è ammessa a fruire del beneficio della restituzione dell'imposta di fabbricazione sul petrolio contenuto negli antiparassitari, che vengano esportati con bolletta mod. A/55.

Roma, addì 28 novembre 1955

Il Ministro: ANDREOTTI

(6363)

DECRETO MINISTERIALE 30 novembre 1955.

Approvazione di una nuova tariffa di assicurazione sulla vita umana presentata dall'Istituto Nazionale delle Assicurazioni, con sede in Roma.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda dell'Istituto Nazionale delle Assicurazioni, con sede in Roma, intesa ad ottenere l'approvazione di una nuova tariffa di assicurazione e delle relative condizioni particolari di polizza;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

E' approvata secondo il testo allegato, debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione e le relative condizioni particolari di polizza, presentate dall'Istituto Nazionale delle Assicurazioni, con sede in Roma:

Tariffa « polizza del milione » relativa all'assicurazione, a premio annuo, con opzione a scadenza, di un capitale pagabile per intero in caso di vita dell'assicurato al termine di 20 anni, ovvero per metà in caso di premorienza dell'assicurato stesso.

Roma, addì 30 novembre 1955

p. *Il Ministro*: MICHELI

(6340)

DECRETO MINISTERIALE 2 dicembre 1955.

Modificazione dello statuto unico della Cassa di risparmio di Gorizia e della coesistente sezione di credito fondiario.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, e il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225:

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto lo statuto unico della Cassa di risparmio di Gorizia e della coesistente sezione di credito fondiario, approvato con proprio decreto 31 dicembre 1951 e modificato con propri decreti 3 novembre 1952 e 13 maggio 1955;

Vista la deliberazione assunta dal Consiglio d'amministrazione della Cassa predetta nella riunione del 28 settembre 1955;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'art. 4, secondo comma, dello statuto unico della Cassa di risparmio di Gorizia e della coesistente Sezione di credito fondiario è modificato nel modo che segue:

« Il patrimonio della sezione di credito fondiario è costituito:

a) dal capitale di fondazione di L. 60.000.000 »;

(*il resto invariato*).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 dicembre 1955

Il Ministro: GAVA

(6338)

Per ognuno dei membri effettivi e per il segretario sono nominati i sottoelencati supplenti:

Saggiotti dott. Rodolfo, commissario tecnico per l'Oriente di seconda classe, in rappresentanza del Ministero degli affari esteri;

Lupi dott. Gerardo, capo sezione, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro;

Scardi dott. Felice, capo sezione, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato;

Dallari avv. Gastone, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato;

Pietranera dott. Erminio, vice referendario, in rappresentanza della Corte dei conti:

Sanarica ing. Ermanno, ingegnere principale, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto;

Villa ing. Augusto e Waldmann Adalberto, in rappresentanza delle categorie interessate;

Billia dott. Ottilia, primo segretario in servizio presso la Direzione generale del tesoro, segretario supplente.

Art. 2.

Le spese occorrenti per l'esecuzione del presente decreto interministeriale faranno carico al capitolo 557, art. 4, del bilancio passivo di questo Ministero per il corrente esercizio finanziario.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° novembre 1955

Il Ministro per il tesoro
GAVA

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1955
Registro n. 20, foglio n. 82

(6368)

DECRETO MINISTERIALE 1° novembre 1955.

Costituzione della Commissione per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari dei beni, diritti e interessi italiani esistenti in Etiopia.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 29 ottobre 1954, n. 1050, relativa alla corresponsione di un indennizzo a favore delle persone fisiche e giuridiche italiane i cui beni, diritti ed interessi all'estero siano perduti o soggetti a perdita per effetto degli articoli 74 e 79 del Trattato di pace o di altri Accordi internazionali connessi con detti articoli del Trattato;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica in data 17 agosto 1955, n. 946, contenente norme di attuazione dell'anzidetta legge;

Ritenuto che occorre provvedere alla costituzione della Commissione amministrativa per il parere sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Etiopia, ai sensi dell'art. 3 dell'anzidetta legge, limitatamente a tutto il 30 giugno 1956, salvo proroga;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Visto il foglio n. 14281 del 15 luglio 1955, con il quale la Presidenza del Consiglio dei Ministri, sentito il Ministero degli affari esteri su proposta delle organizzazioni degli interessati, designa i due membri effettivi ed i due membri supplenti di cui all'art. 3 della legge stessa;

Decreta:

Art. 1

La Commissione, di cui all'art. 3 della legge 29 ottobre 1954, n. 1050, per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Etiopia, è composta come segue, limitatamente al 30 giugno 1956, salvo proroga;

Ferranti dott. Ferrante, presidente di sezione della Corte di cassazione (a riposo), presidente;

Meregazzi dott Renzo, consigliere di Stato, vice presidente;

Natale dott. Fernando, terzo segretario (gruppo *A*, grado 8°) in rappresentanza del Ministero degli affari esteri, membro effettivo;

Rivano dott Giovanni, capo divisione, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro, membro effettivo;

Ingelido dott Pietro, direttore capo Ragioneria centrale, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato, membro effettivo;

Salvatori dott. Aristide, sostituto avvocato generale dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato, membro effettivo;

Greco dott. Eduardo, primo referendario, in rappresentanza della Corte dei conti, membro effettivo;

Rho ing. Ugo, ispettore generale, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto, membro effettivo;

Cavallaro dott. Francesco e Titta Ruffo di Caffiero, in rappresentanza delle categorie interessate.

A segretario della Commissione è chiamato il dottore Fulvio Sudano, consigliere in servizio presso la Direzione generale del tesoro.

Per ognuno dei membri effettivi e per il segretario sono nominati i sottoindicati supplenti:

Rech dott. Ernesto, ruolo speciale transitorio, gruppo *A*, in rappresentanza del Ministero degli affari esteri;

Ugo dott. Giovanni, ispettore del Tesoro, in rappresentanza del Ministero del tesoro Direzione generale del tesoro;

Servadio rag. Cesare, capo sezione, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato;

di Ciommo dott. Rocco, vice avvocato dello Stato, in rappresentanza dell'Avvocatura generale dello Stato;

Martorella dott. Bartolomeo Mario, referendario, in rappresentanza della Corte dei conti;

Foderà dott. Ottone, ingegnere capo, in rappresentanza del Ministero delle finanze Direzione generale del catasto;

Barile Pietro e Kernot avv. Leopoldo, in rappresentanza delle categorie interessate;

Palumbo dott. Silvano, consigliere in servizio presso la Direzione generale del tesoro, segretario supplente.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE

Noli massimi per emigranti

IL DIRETTORE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE

Raccolte le proposte dei vettori di emigranti;
Esaminati i pareri delle competenti autorità;
Sentito il parere della Commissione tecnico consultiva per l'emigrazione;

Determina:

Le disposizioni riguardanti i noli massimi transoceanici da applicarsi pel trasporto degli emigranti di cui alla determinazione in data 13 aprile 1955, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 88 del 16 aprile 1955, sono confermate per il periodo 1° gennaio-30 aprile 1956.

Roma, addì 6 dicembre 1955

Il direttore generale: Luciano MASCIA

(6370)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « chimica farmaceutica e tossicologica » presso la Facoltà di farmacia della Università di Catania.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di farmacia della Università di Catania è vacante la cattedra di « chimica farmaceutica e tossicologica » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(6385)

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 15 luglio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 novembre 1955, registro n. 56, foglio n. 48, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto dal preside Francescopaolo Bonavoglia, in data 22 novembre 1952, avverso la decorrenza del provvedimento in data 1° luglio 1949, con il quale il ricorrente veniva promosso al grado 5°.

(6351)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Perdita di diritto di decorazioni al valor militare

Decreto Presidenziale 18 ottobre 1955
registrato alla Corte dei conti il 22 novembre 1955
registro n. 49 Esercito, foglio n. 161

Il sottonotato militare è incorso, dalla data del presente decreto, nella perdita della decorazione al valor militare e del corrispondente soprassoldo annuo che col decreto rispettivamente citato erano stati concessi.

MEDAGLIA DI BRONZO

Tesauro Salvatore fu Pasquale e fu Caserta Rosa, classe 1916, distretto Benevento, già soldato, regio decreto 30 gennaio 1941, registrato alla Corte dei conti il 22 febbraio 1941, registro n. 6, foglio n. 393.

(6286)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Ampliamento del comprensorio del Consorzio Aurunco di bonifica (Caserta)

Decreto del Presidente della Repubblica 20 ottobre 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 novembre 1955 al registro n. 20, foglio n. 395, col quale il comprensorio del Consorzio Aurunco di bonifica (Caserta), è stato ampliato mediante la aggregazione di alcune zone marginali del perimetro consortile.

(6346)

Restrizioni all'esercizio della pesca della carpa a specchi o di Galizia nella provincia di Firenze

Salve le eccezioni previste dal regolamento per la pesca fluviale e lacuale, approvato con regio decreto 22 novembre 1914, n. 1486, nella provincia di Firenze, sono vietati in ogni tempo la pesca, la compra-vendita, la detenzione e lo smercio nei pubblici esercizi, della carpa a specchi o di Galizia (*Ciprinus carpio*, varietà *specularis*, L.) che non abbia raggiunta la lunghezza di centimetri trenta.

Inoltre, la pesca di detta specie ittica è vietata dalle ore 12 del 1° giugno alle ore 12 del 30 giugno.

(6316)

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

AVVISI

(*Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria*).

Con decreto del Presidente della Repubblica 30 settembre 1955, registrato alla Corte dei conti in data 16 novembre 1955 (registro n. 20 Agricoltura, foglio n. 285), è stata determinata in L. 1.886.265 (lire unmilioneottocentottantaseimiladuecentosessantacinque) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Lavello (provincia di Potenza) della superficie di ettari 18.88.47, espropriati nei confronti della ditta BRISCESE Anselmo fu Mauro e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale 28 dicembre 1952, n. 4239, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 19 del 24 gennaio 1953 (supplemento ordinario n. 6).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Con decreto del Presidente della Repubblica 30 settembre 1955, registrato alla Corte dei conti in data 16 novembre 1955 (registro n. 20 Agricoltura, foglio n. 284), è stata determinata in L. 11.873.157 (lire undicimilioniottocentosettantatremilacentocinquantasette) l'indennità dovuta per i terreni ricadenti in agro del comune di Lavello (provincia di Potenza) della superficie di ettari 169.25.92, espropriati nei confronti della ditta BRISCESE Anselmo fu Mauro e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza del decreto Presidenziale 18 dicembre 1951, n. 1660, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 29 del 4 febbraio 1952 (supplemento ordinario).

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente avviso, una quota della predetta indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

(6342)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Revoca del divieto di pesca in un tratto del torrente Ponzena scorrente nel comune di Campoligure (Genova)

Il divieto di pesca disposto con il decreto Ministeriale 12 gennaio 1954, in un tratto del torrente Ponzena, scorrente nel comune di Campoligure (Genova), viene revocato a far tempo dal 16 gennaio 1956.

(6315)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Vicovaro

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 8 ottobre 1955, registrato alla Corte dei conti il 24 novembre 1955, registro n. 40 Lavori pubblici, foglio n. 231, è stato approvato, unitamente al testo delle norme tecniche per l'attuazione, il piano regolatore generale del comune di Vicovaro (Roma).

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a termini dell'art. 10 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150.

(6347)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa di produzione e lavoro « L'Avanguardia », con sede in Manfredonia, e nomina del liquidatore.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 18 novembre 1955, la Società cooperativa di produzione e lavoro « L'Avanguardia », con sede in Manfredonia, costituita in data 20 maggio 1944 per notaio Matteo Gatta, è stata sciolta, ad ogni effetto di legge, ed è stato nominato liquidatore il rag. Nicola De Feudis.

(6299)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Deformazione di marchi d'identificazione per metalli preziosi

Si comunica che sono stati deformati i marchi di identificazione per metalli preziosi della cessata ditta Valente Bruno di Francesco, già esercente in Vicenza, via Santa Caterina, 36.

Tali marchi erano contrassegnati col n. 165-VI.

(6321)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 283

Corso dei cambi del 12 dicembre 1955 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,80	624,77	624,80	624,95	624,76	624,82	624,85	624,95	624,82	624,80
$ Can.	625,25	625,125	625,50	625,25	625,40	625,25	625,125	625,25	625,25	625 —
Fr. Sv. lib.	145,80	145,79	145,77	145,82	145,75	145,80	145,81	145,82	145,80	145,80
Kr. D.	91 —	90,98	90,98	90,96	91,03	91,02	90,98	90,96	91 —	91 —
Kr. N.	87,95	87,91	87,93	87,88	87,92	88 —	87,93	87,88	87,96	87,95
Kr. Sv.	121,22	121,20	121,25	121,245	121,24	121,25	121,25	121,245	121,245	121,20
Fol.	165,62	165,63	165,63	165,67	165,67	165,68	165,63	165,67	165,67	165,60
Fr. B.	12,585	12,592	12,592	12,59	12,575	12,591	12,592	12,59	12,591	12,59
Fr. Fr.	179 —	179,12	179,05	179 —	179,05	178,90	179,05	179 —	179 —	179 —
Fr. Sv. acc.	143,62	143,61	143,60	143,60	143,62	143,64	143,60	143,60	143,62	143,62
Lst.	1759 —	1758,875	1758,125	1758,625	1758 —	1759,20	1758,125	1758,625	1759,125	1758,25
Dm. occ.	149,82	149,79	149,85	149,83	149,80	149,84	149,85	149,83	149,83	149,85

Media dei titoli del 12 dicembre 1955

Titolo	
Rendita 3,50 % 1906	60,55
Id. 3,50 % 1902	60,20
Id. 5 % 1935	93,45
Redimibile 3,50 % 1934	80,30
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,875
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,05
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	84,15
Id. 5 % 1936	94,275
Id. 5 % (Città di Trieste)	86 —
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	96,60
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,375
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	95,45
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	95,225
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963	95,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	95,25

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 12 dicembre 1955

1 dollaro USA	624,90
1 dollaro Can.	625,187
1 Fr. Sv. lib.	145,815
1 Kr. Dan.	90,992
1 Kr. Norv.	87,92
1 Kr. Sv.	121,222
1 Fol.	165,665
1 Fr. bel.	12,587
100 Fr. Fr.	179,05
1 Fr. Sv. acc.	143,60
1 Lst.	1758,437
1 Marco ger.	149,84

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 11.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 3,50 % (1906)	312575	140 —	Rivelli *Vincenzo* fu *Giuseppe*, dom. in Caselettó Spartano (Salerno), ipotecato per cauzione.	Rivelli *Filomeno Nicola Vincenzo* fu *Aristide*, ecc., come contro.
Id.	334076	105 —	Caprani Carolina fu Francesco vedova di *Donegani* Emanuele, dom. a Moltrasio (Como).	Caprani Carolina fu Francesco vedova di *Donegana* Emanuele, dom. a Moltrasio (Como).
P. R. 3,50 % (1934)	232864	315 —	Allemano *Gioanni* fu *Battista*, dom. a Meana (Torino).	Allemano *Giovanni Battista* fu *Gio. Battista*, dom. a Meana (Torino).

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 3 dicembre 1955

Il direttore generale: SCIPIONE

(6331)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina o conferma di presidenti di Casse comunali di credito agrario

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visti l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto Presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;

Viste le proposte formulate dall'Istituto di credito agrario per la Sardegna, con sede in Sassari;

Dispone:

1. Il sig. Salvatore Lai fu Vittorio è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Ussassai (Nuoro).
2. Il sig. Leonardo Salis fu Paolo Antonio è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Tula (Sassari).
3. Il sig. Raffaele Aresu fu Vincenzo è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Donori (Cagliari).
4. Il sig. Attilio Pisano fu Giovanni è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Ulassai (Nuoro).
5. Il sig. Mario Demuro fu Giovanni Maria è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Posada (Nuoro).
6. Il sig. Cesare Contu di Antonio è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Orune (Nuoro).
7. Il sig. Giovanni Puddu fu Pasquale è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Pula (Cagliari).
8. Il sig. Michele Sau fu Tomaso è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Tonara (Nuoro).
9. Il sig. Michele Lintas fu Gavino è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Giave (Sassari).
10. Il sig. Genesio Tulixi fu Giuseppe è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Baunei (Nuoro).
11. Il sig. Pietro Lampis Atzeni in Antioco è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Arbus (Cagliari).
12. Il rag. Attilio D'Atri è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Quartuccio (Cagliari).
13. Il sig. Ferdinando Atzeni fu Nicolino è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Sant'Andrea Frius (Cagliari).
14. Il sig. Ennio Cannas fu Antonio è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Loceri (Nuoro).
15. Il sig. Giovanni Murru fu Carlo è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Ilbono (Nuoro).
16. Il sig. Giov. Maria Deiana fu Giov. Maria è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Perfugas (Sassari).
17. Il sig. Luigi De Muro di Salvatore Antonio è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Berchidda (Sassari).
18. Il sig. Giuseppe Mancosu Serra fu Antonio è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Samassi (Cagliari).
19. Il sig. Salvatore Soddu fu Stefano è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Teti (Nuoro).
20. Il sig. Antonio Cappai fu Antonio Pietro è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Scano Montiferro (Nuoro).
21. Il sig. Francesco Murru fu Giovanni è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Uri (Sassari).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 dicembre 1955

Il direttore generale: FORMENTINI

(6317)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Teramo.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il proprio decreto n. 330.140096.12.78 in data 5 aprile 1955, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Teramo;

Vista la nota del Prefetto di Teramo, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dott. Nilo Pignataro, trasferito ad altra sede, nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del dott. Nilo Pignataro, è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Teramo, il vice prefetto dottor Vincenzo Gentile.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 2 dicembre 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(6353)

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Venezia.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il proprio decreto n. 330.140362 in data 1° ottobre 1955, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Venezia;

Visto il telegramma del Prefetto di Venezia, con il quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dottor Francesco De Lorenzo, nominato prefetto e trasferito ad altra sede, nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del dott. Francesco De Lorenzo è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Venezia, il vice prefetto dottor Santino Sganga.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 5 dicembre 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(6355)

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Teramo.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto n. 330.2.140115.20400.12.78 in data 20 luglio 1955, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore presso il reparto medico micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Teramo;

Vista la nota del Prefetto di Teramo, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dott. Nilo Pignataro, trasferito ad altra sede, nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del dott. Nilo Pignataro è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore del reparto medico micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Teramo, il vice prefetto dott. Vincenzo Gentile.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 2 dicembre 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(6354)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Variante alla graduatoria del concorso per titoli a posti di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento dell'italiano, latino, storia e geografia negli Istituti medi inferiori (scuole medie, classe di concorso I).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il decreto Ministeriale 30 settembre 1951, con il quale veniva approvata la graduatoria del concorso a posti di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento dell'italiano, latino, storia e geografia negli Istituti medi inferiori (scuole medie, classe di concorso I), registrato alla Corte dei conti addì 26 giugno 1953, registro n. 27, foglio n. 99;

Ritenuto che per mero errore materiale non è stata valutata la laurea del prof. Serafini Serafino fu Antonino, conseguita il 19 dicembre 1925 con valore abilitante, come tale, ciò che ha determinato 47,272 punti in meno del punteggio complessivo;

Decreta:

Art. 1.

La graduatoria della classe di concorso a posti di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento dell'italiano, latino, storia e geografia negli Istituti medi inferiori (scuole medie, classe I) viene modificata nel senso che l'insegnante Serafini Serafino fu Antonio deve occupare il posto 1938 con punti 125,897 anzichè il posto 4958 con punti 78,625.

Art. 2.

Di conseguenza la numerazione della graduatoria predetta si intenderà modificata in conformità a quanto disposto nel precedente articolo.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 18 luglio 1955

Il Ministro: ROSSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 novembre 1955
Registro n. 56 Pubblica istruzione, foglio n. 362. — D'ELIA

(6374)

MINISTERO DELL'INTERNO

Diario delle prove scritte del concorso per esami per il conferimento di cento posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza (gruppo A), indetto con decreto Ministeriale 12 ottobre 1955.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Veduto il decreto Ministeriale 12 ottobre 1955, registrato alla Corte dei conti il 9 novembre 1955, registro n. 22 Interno, foglio n. 373, con il quale è stato indetto un concorso per esami per il conferimento di cento posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza (gruppo *A*);

Ritenuta la necessità di stabilire la sede e la data delle tre prove scritte;

Veduto il regolamento per gli esami di ammissione e di promozione nei ruoli del personale dell'Amministrazione della pubblica sicurezza, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 23 marzo 1953, n. 738;

Veduto l'art. 32 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato;

Decreta:

Le prove scritte del concorso per esami a cento posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza, indetto con decreto Ministeriale 12 ottobre 1955, avranno luogo in Roma — Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 1 — nei giorni 3, 4 e 5 gennaio 1956, alle ore 8.

Il direttore capo Divisione del personale di pubblica sicurezza è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 1° dicembre 1955

p. *Il Ministro*: PUGLIESE

(6372)

PREFETTURA DI PIACENZA

Sostituzione del presidente e del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a due posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza al 30 novembre 1954.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PIACENZA

Richiamato il decreto 10 ottobre 1955, n. 340.2.58.11102, col quale l'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica ha provveduto alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a due posti di medico condotto vacanti nella Provincia alla data del 30 novembre 1954;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del presidente di detta Commissione, viceprefetto dott. Carlo Prestamburgo, trasferito in altra sede, nonchè del segretario;

Visto l'art. 12 del decreto 10 giugno 1955, n. 854, del Presidente della Repubblica, concernente il decentramento dei servizi dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, per cui è attribuita ora ai prefetti la competenza alla nomina delle Commissioni giudicatrici dei concorsi a posti di sanitario condotto;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, e l'art. 50 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai Comuni ed alle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in premesse indicato, il viceprefetto dott. Nicola Martinelli è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso a due posti di medico condotto vacanti nella Provincia alla data del 30 novembre 1954, ed il dott. Sebastiano Giucastro, ff. consigliere di prefettura, è nominato segretario della stessa Commissione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio della Prefettura.

Piacenza, addì 25 novembre 1955

Il prefetto: OTTAVIANO

(6278)

PREFETTURA DI CUNEO

Esito del concorso al posto di coadiutore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Cuneo.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CUNEO

Visto il proprio decreto 27 agosto 1954, n. 33022, con il quale veniva indetto un pubblico concorso per titoli ed esami per il posto di coadiutore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Cuneo;

Visto il decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 25 marzo 1955, n. 330/140.008, con il quale è stata nominata la Commissione giudicatrice del concorso suddetto;

Visti i verbali dei lavori e la graduatoria formulata dalla predetta Commissione giudicatrice e riscontratane la regolarità;

Visti gli articoli 85 del testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, e 23, 73, 75 e 78 del regolamento per i concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

a) E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso per il posto di coadiutore del reparto chimico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Cuneo:

1) Trinci dott. Giuliano, punti 118,58 su 200.

b) Il dott. Trinci Giuliano è pertanto dichiarato vincitore del concorso suddetto.

Ai sensi dell'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della provincia di Cuneo e verrà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura ed a quello della provincia di Cuneo.

Scaduto il sopraindicato termine di pubblicazione, l'Amministrazione provinciale interessata provvederà alla nomina del titolare del posto.

Cuneo, addì 30 novembre 1955

Il prefetto: TORRISI

(6305)

PREFETTURA DI SIENA

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Siena

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SIENA

Visto il decreto n. 33708, Div. III-S, del 2 settembre 1955, con il quale è stata approvata la graduatoria delle partecipanti al concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Siena al 30 novembre 1953;

Visto il decreto n. 35404, Div. III-S, datato 19 settembre 1955, con il quale la signora Ersilia Lotti Rinaldi è stata dichiarata vincitrice della seconda condotta ostetrica di Abbadia San Salvatore;

Considerato che la predetta ha fatto pervenire dichiarazione di rinunzia alla nomina suddetta;

Visto l'ordine di preferenza dei posti messi a concorso indicato dalle concorrenti;

Visti l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, ed il combinato disposto degli articoli 55 e 23 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935 n. 281;

Decreta:

La signora Fosca Banchi Fè di Antonio è dichiarata vincitrice del concorso in premessa per la seconda condotta ostetrica di Abbadia San Salvatore.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della provincia di Siena e, per otto giorni, agli albi della Prefettura e del comune di Abbadia San Salvatore.

Siena, addì 22 novembre 1955

Il prefetto: FERRO

(6309)

PREFETTURA DI NAPOLI

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Napoli

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NAPOLI

Visti i propri decreti n. 7286, 15635 e 16230 in data rispettivamente 25 maggio, 7 ottobre e 13 ottobre 1955, riguardanti i vincitori del concorso pubblico, per titoli ed esami, a cinque posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Napoli alla data del 30 novembre 1952;

Vista la dichiarazione in data 17 novembre 1955, con la quale il dott. Izzo Duilio, vincitore della condotta di Poggiomarino, fa presente di rinunziare al posto suddetto;

Viste le dichiarazioni di rinunzia e di accettazione dei candidati interpellati per l'assegnazione della sede suddetta;

Viste le domande dei candidati idonei con l'indicazione, in ordine di preferenza, delle sedi per le quali essi hanno dichiarato di concorrere;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori delle condotte a fianco di ognuno indicata:

1) Melone Fernando: Poggiomarino;

2) Di Palma Antonio: Palma Campania-San Gennaro Vesuviano-Striano-Carbonara di Nola (consorzio).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Napoli, addì 29 novembre 1955

Il prefetto: DIANA

(6307)

PREFETTURA DI REGGIO EMILIA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Reggio Emilia.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI REGGIO EMILIA

Visto il proprio decreto di pari numero, in data 13 maggio 1955, con cui sono state attribuite ai vincitori del relativo concorso, secondo l'ordine di graduatoria le sei condotte mediche vacanti nella Provincia al 30 novembre 1953;

Preso atto della lettera con la quale il dott. Chiesi Giuseppe vincitore della seconda condotta di Correggio ha rinunciato al posto attribuitogli;

Ritenuto necessario attribuire la predetta seconda condotta di Correggio rimasta vacante, al candidato che segue in graduatoria, in relazione alle preferenze indicate dai concorrenti nella domanda di ammissione al concorso;

Visto gli articoli 26 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Orazio Santini è dichiarato vincitore della seconda condotta medica di Correggio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Reggio Emilia, addì 30 novembre 1955

Il prefetto: NICOSIA

(6335)

PREFETTURA DI BELLUNO

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Belluno.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BELLUNO

Visto il decreto prefettizio n. 17064-III del 7 giugno 1955, col quale sono state dichiarate le vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti di titolare nella provincia di Belluno al 30 novembre 1953;

Vista la rinuncia alla condotta ostetrica di Agordo, presentata dalla signorina Pinchetti Maria fu Edoardo;

Vista la graduatoria delle idonee, approvata con decreto prefettizio n. 17064-III san. del 7 giugno 1955;

Visto l'ordine delle preferenze alle condotte indicate dalle candidate nelle proprie domande di partecipazione al concorso sopraindicato;

Visto l'art. 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Gaz Domenica in Dell'Andrea di Silvio, nata il 13 settembre 1920 a Taibon, residente a San Tomaso, è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Agordo

La suddetta ostetrica viene designata alla competente Amministrazione per la nomina a titolare della condotta.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia ed affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura ed a quello del comune di Agordo.

Belluno, addì 30 novembre 1955

Il prefetto: VECCHI

(6334)

PREFETTURA DI RAVENNA

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ravenna al 30 novembre 1951.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI RAVENNA

Visto il decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica n. 340.2.64/9309, in data 7 agosto 1953, relativo alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti al 30 novembre 1951, bandito con decreto prefettizio n. 22213 del 20 novembre 1952;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del presidente della predetta Commissione, vice prefetto dott. Rossini Roberto, trasferito ad altra sede;

Visto l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, che modifica l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Ferruccio Della Salandra, consigliere di 1ª classe, è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso ai posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ravenna al 30 novembre 1951, in sostituzione del vice prefetto dott. Rossini Roberto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura di Ravenna.

Ravenna, addì 2 dicembre 1955

Il prefetto: SCARAMUCCI

(6358)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.